

Avec l'Iran, la guerre diplomatique s'engage

lundi 16 janvier 2006, par [Marillac](#), [Murat Yetkin](#)

« L'agenda international le plus sensible glisse vers le Moyen-Orient. En lice : Ankara, l'Iran, l'Irak et la Palestine. »

Murat Yetkin, correspondant du quotidien Radikal à Ankara, est l'un des journalistes turcs les mieux introduits et les plus au fait des évolutions politiques et diplomatiques du microcosme d'Ankara. Croisant des sources politiques, économiques, militaires et diplomatiques, ses compte-rendus quotidiens font office de « thermomètre » des débats tenus dans la capitale turque. Il revient ici sur la crise iranienne, le dossier israélo-palestinien et l'implication croissante de la Turquie sur l'ensemble de ces dossiers.

© Radikal 13/01/2006

© Turquie Européenne pour la traduction

Le mot selon lequel la lutte avec l'Iran ne sera pas militaire mais diplomatique est du ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül. Lorsqu'il se fendait de cette déclaration la semaine dernière sur la chaîne CNN Türk, le dernier regain de tension avec l'Iran n'avait pas encore eu lieu. Gül précisait tout de même que lors d'une conversation téléphonique avec son homologue iranien Manuçher Muttaki, il avait rappelé que la Turquie reconnaissait à l'Iran le droit de mener un programme de recherches nucléaires sans pour autant faire en sorte que les inquiétudes relatives à la production d'armes nucléaires s'avèrent fondées et qu'il était par conséquent nécessaire d'instaurer un échange d'informations transparentes et actualisées avec l'AIEA (Agence Internationale à l'Energie Atomique) et l'UE.

Pourtant, la dernière montée d'adrénaline devait commencer avec la déclaration de l'administration iranienne de Mahmud Admedinejad de remettre en marche les installations de recherche nucléaire de Natanz près de Téhéran. Immédiatement après cette annonce, le scellés posés par l'ONU en novembre 2004 selon l'accord de Paris sur les centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium ont été brisés par les responsables iraniens.

Les parties à l'accord de Paris qui, outre l'Iran, sont Londres, Berlin et Paris ont réagi vivement. Jack Straw, Philippe Douste-Blazy et Frank-Walter Steinmeier se sont réunis à Berlin dans la journée qui devait suivre pour évaluer un événement qu'il considèrent comme le franchissement d'une ligne rouge. Le monsieur PESC (Politique Etrangère et de Sécurité Commune) de l'UE, Javier Solana a déclaré : « Nous sommes inquiets au plus haut point. Nous discutons, en Europe, sur la réponse à apporter. »

Un rôle pour Ankara ?

Le chef du gouvernement britannique, Tony Blair devait parallèlement déclarer son intention de porter le contentieux devant le Conseil de Sécurité de l'ONU dans un premier temps avant que ne soient envisagées d'autres perspectives en cas de non amélioration de la situation. Même si Tony Blair devait préciser qu'il ne négligerait aucune piste, le porte-parole de la Maison Blanche ajoutait, quand à lui, qu'il n'était pas question de solution militaire et que les USA étaient conscients de ce que l'Iran n'était pas l'Irak et qu'ils restaient en contact avec toutes les parties.

Des cinq membres permanents du CS de l'ONU, les USA, la France et l'Angleterre pourraient très bien ne pas obtenir une résolution suffisamment forte. Des deux autres membres permanents, la Chine soutient les recherches de l'Iran et pourrait très bien s'abstenir. Et la Russie, quant à elle, est le pays qui a fourni à l'Iran ses laboratoires.

Ce qui signifie que, dans cette configuration, c'est une sérieuse lutte diplomatique qui s'engage dès aujourd'hui hors du cadre onusien. Dans cette guerre de tours de table, c'est à la Turquie qu'un rôle

important peut incomber du fait de ses relations privilégiées avec l'UE et les USA comme de sa proximité avec Téhéran. Parmi les sujets au programme des visites des ministres des affaires étrangères français et anglais à Ankara dès la fin de la fête du sacrifice, il est certain que l'Iran tiendra une place éminente.

L'Irak et les relations israélo-palestiniennes

Avec le temps, les évolutions dans la région conduisent la Turquie à s'y impliquer de manière accrue et à assumer des rôles de plus en plus importants. Depuis deux jours, les contacts qui ont eu lieu entre le premier ministre Koizumi et le chef du gouvernement turc Erdogan se sont focalisés sur le processus de paix au Moyen-Orient comme sur les moyens de contribuer ensemble à la reconstruction et à la stabilisation de l'Irak. La Japon dispose de l'argent et de la volonté d'apporter une contribution économique à la stabilité et à la paix ; la Turquie, quant à elle, de la même volonté comme d'une main d'œuvre que la proximité géographique et historique rendent disponible et efficace.

L'entrevue de Koizumi et de Rifat Hisarciklioglu, président des organismes consulaires et des bourses de Turquie (TOBB) confirme cette impression. L'initiative de la TOBB de relancer la zone industrielle d'Erez dans la bande de Gaza suscite, en tant qu'expérience inédite à ce jour, l'intérêt croissant des capitales du monde entier. Les déclarations du porte-parole du département d'Etat américain selon lesquelles les USA ne pouvaient qu'applaudir et soutenir une telle initiative ne sont pas sans importance. De la même façon, James Wolfensohn, le coordinateur pour Gaza du quartet composé de l'ONU, l'UE, les USA et la Russie a pris part à la démarche.

Membre du G 8, le Japon cherche également à se rendre utile en Palestine et en Irak, et cela en partenariat avec la Turquie.

(On peut ici remarquer comment en quelques années Rifat Hisarciklioglu a réussi à faire du regroupement provincial d'hommes d'affaires qu'était la TOBB, un acteur politique et économique de dimension internationale)

La multiplication des initiatives en direction des Palestiniens est liée à la perpétuation des bonnes relations avec Israël comme le renforcement des liens avec l'Irak à la stabilisation politique comme à la forme que prendront les relations avec les Kurdes de ce pays. Quant aux relations avec l'Iran, il est bien difficile de savoir aujourd'hui de quoi elles vont dépendre tant la situation y paraît embrouillée.

© Radikal, vendredi 13 janvier